

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE  
T/OBS.8/19  
20 mai 1970  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UNEP COLLECTION

Trente-septième session

PETITION EMANANT DE M. B. J. MIDDLEMISS, CONCERNANT LE TERRITOIRE  
SOUS TUTELLE DE NOUVELLE-GUINEE (T/PET.8/26)

Observations du Gouvernement australien en tant qu'Autorité administrante

19 mai 1970

La pétition concerne la concession de terrains pour un important projet de développement dans l'île de Bougainville. A sa trente-sixième session, le Conseil de tutelle a pris note de la nature de ce projet et de l'importance qu'il présente pour le Territoire. Il a également pris note des efforts qui étaient faits pour consulter la population autochtone au sujet de ce projet, non seulement à l'échelon national mais aussi sur le plan local, dans l'île de Bougainville même.

Le pétitionnaire est un Australien employé par la plantation européenne d'Arawa, comprise dans le périmètre de réalisation du projet.

Trois terrains étaient en cause lors de la présentation de la pétition de M. Middlemiss. Le premier est la plantation européenne d'Arawa, dont 998 acres doivent être expropriés pour constituer le territoire de la commune (township) d'Arawa près de la zone portuaire. Le deuxième consiste en 140 acres de terres appartenant à la population Rorovana et destinés à une zone portuaire et industrielle. Le troisième, qui consiste en 640 acres appartenant à la population Arawa, doit également faire partie du territoire de la commune.

Les négociations en vue de la vente de la plantation d'Arawa et du terrain appartenant à la population Rorovana ont été menées à bien et la question de l'indemnisation de la population Arawa a fait l'objet de procédures et de principes analogues. Les négociations entre l'Administration de Papua et de la Nouvelle-Guinée, la Bougainville Copper Pty. Ltd. (C.R.A.) et la population Arawa sont en bonne voie et les Arawas ont consenti à l'utilisation du terrain en cause.

L'Autorité administrante tient à informer le Conseil que les avantages que le Territoire retirera du projet à la réalisation duquel ces terrains sont nécessaires sont les suivants :

- a) Création d'emplois pour 2 500 Néo-Guinéens pendant les cinq prochaines années.
- b) Création d'une localité de 10 000 habitants.
- c) Mise en oeuvre d'un programme de formation représentant une valeur de 2 millions de dollars australiens jusqu'à 1973.
- d) Cinquante millions de dollars de recettes annuelles pour l'Administration en 1982, année où le projet sera pleinement réalisé, 50 p. 100 du revenu imposable allant au Trésor.
- e) Vingt pour cent du capital social du projet sera détenu pour le compte de la population du Territoire par l'Administration. Autrement dit, un cinquième des dividendes versés sur le revenu imposable reviendront au Territoire.

-----